



China Institute

Economics - Politics - International Relations

Les **Notes** du **China Institute**

*Face à une Chine qui s'affirme, retour à la
realpolitik pour le Japon*

Août 2011

Le China Institute est un groupe de réflexion français qui se consacre aux questions de civilisation, d'économie, de politique intérieure et de relations internationales liées à la Chine. Son fonctionnement est fondé sur les valeurs d'indépendance, d'équilibre, d'audace et de diversité.

L'objectif du China Institute est de proposer des analyses pertinentes et originales aux décideurs et citoyens et d'être une force de proposition dans l'espace public intellectuel et politique. Le China Institute a également pour ambition de favoriser et renforcer le dialogue entre la Chine et le reste du monde, notamment la France.

Présidé par Éric Anziani, le China Institute est une association loi 1901, indépendante, non gouvernementale et à but non-lucratif.

Les travaux du China Institute sont disponibles en téléchargement libre à l'adresse suivante :

www.china-institute.org

Le présent document relève de la propriété intellectuelle du China Institute. Toute représentation ou reproduction totale ou partielle et toute modification totale ou partielle sans le consentement du China Institute sont interdites. Les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information sont autorisées sous réserve de mentionner le China Institute comme source.

La victoire électorale du Parti démocrate (PDJ), en août 2009, a marqué un tournant historique pour le Japon, en mettant fin à la domination quasi-ininterrompue depuis 1955 du Parti libéral démocrate sur la vie politique de l'Archipel. Élu sur un programme progressiste, le PDJ promettait alors un rééquilibrage des relations avec l'allié américain, un rapprochement avec la Chine et la création d'une « *communauté est-asiatique* ».

Cependant, après la fin de l'« état de grâce », la diplomatie du nouveau gouvernement japonais, jugée confuse par nombre d'observateurs, a cédé le pas devant le principe de réalité. Comme l'annonçait déjà une analyse du China Institute en juillet 2009, « *le Japon ne semble pas imaginer, pour le moment, l'existence de sa politique de défense hors de son alliance avec les États-Unis, et les récentes évolutions de la société japonaise n'accréditent pas non plus la thèse d'un retournement de l'attitude de l'Archipel vis-à-vis du voisin chinois* ». Les deux dernières années ont confirmé la justesse de cette analyse, qui soulignait, en outre, la nécessité de « *trouver rapidement une solution pacifique* » au contentieux territorial sino-japonais sur les îles Senkaku / Diaoyu.

En septembre 2010, la collision d'un chalutier chinois avec un vaisseau des gardes côtes japonais dans cette zone maritime contestée, suivie de l'arrestation du capitaine chinois par les autorités japonaises, sont venues raviver les tensions diplomatiques entre Tokyo et Pékin. Hasard du calendrier, les mois qui ont suivi ont été le cadre d'un renforcement officiel du partenariat stratégique du Japon avec l'Inde, autre maillon du dispositif américain de *containment* vis-à-vis de la puissance chinoise. En novembre 2010, le Premier ministre japonais Naoto Kan et son homologue indien Mahoman

Singh ont par ailleurs exprimé leur soutien à la participation des États-Unis au Sommet est-asiatique.

Si les *National Defense Program Guidelines 2010* – document-cadre qui définit la politique de sécurité japonaise - reconnaissent que « *la Chine commence à jouer un rôle important dans la sécurité régionale et mondiale* », le document, approuvé par le cabinet du Premier ministre en décembre 2010, soutient le renforcement de la présence américaine dans la région, ainsi qu'une coopération stratégique plus étroite avec l'Inde, la Corée du sud et l'Australie. Il est à noter que les précédentes *Guidelines*, publiées en 2005, ne citaient aucun de ces trois pays explicitement.

Enfin, il est intéressant de souligner que les deux dernières éditions des exercices militaires conjoints entre les marines indiennes et américaines (Malabar 2009 et 2011) se sont déroulées dans la zone d'Okinawa, à l'est des côtes chinoises, et non dans l'océan indien comme à l'accoutumée. La flotte japonaise, qui avait participé à cet exercice destiné à « *renforcer la stabilité du pacifique* » en 2009, n'a annulé sa participation à l'édition 2011 qu'en raison du terrible tremblement de terre qui avait frappé le pays le mois précédent.

La parenthèse ouverte par le Premier ministre japonais Hatoyama au lendemain de la victoire du PDJ n'aura donc guère duré.



| contact@china-institute.org |